

Proche-Orient : au mépris de la paix et du droit. De l'occupation à l'annexion¹

L'histoire contemporaine d'Israël et des Israéliens recouvre un peu plus d'un siècle à peine. Celle des Palestiniens et de leur introuvable Etat est plus brève encore. Mais leur face à face, lui, est multimillénaire. Il n'est peut être pas inutile d'en chercher les racines pour mieux appréhender le présent².

Voici quelques mois, le cinéaste israélien Avi Mograbi s'interrogeait sur deux mythes abondamment servis aux jeunes générations israéliennes, à l'école et lors d'excursions en groupes. L'un revêt clairement un caractère historique, l'autre tient du mythe biblique.

L'histoire. Celle de la place forte de Massada, un haut fait glorifié de la résistance juive à l'envahisseur romain au premier siècle, à la suite de la chute de Jérusalem. Une résistance poussée jusqu'au sacrifice suprême : le suicide des familles assiégées. Leur acte a fait de Massada le symbole du patriotisme juif en Palestine. Le film montre des guides du site inviter les jeunes visiteurs à « *fermer les yeux et revivre la dernière nuit des héros.* » L'un d'entre eux, en un audacieux résumé, passe de la révolte contre Rome, à Auschwitz et aux guerres contemporaines et traite les Palestiniens de « bêtes sauvages ».

Le mythe. Celui de Samson, ce juge hébreu du 12^e siècle avant notre ère, doté, selon l'ancien testament, d'une force prodigieuse, âme de la résistance contre les Philistins qu'il passa sa vie à occire parce que telle était sa divine mission. « *Le premier kamikaze de l'histoire* », comme le surnomme Avi Mograbi ? Samson, ayant perdu sa puissance en même temps que ses cheveux, les yeux crevés, obtint de Dieu « *la force de se venger pour un seul de ses yeux.* » Et il renversa sur lui les colonnes du temple en tuant quelques milliers de Philistins à Gaza. On ne sait pas toujours que les Philistins étaient les ancêtres des Palestiniens.

L'histoire de la cohabitation entre Palestiniens et Hébreux est, de très longue date et, pour dire le moins, conflictuelle. Elle est aussi empreinte de haine pour qui prend la bible et l'histoire au pied de la lettre. Mograbi montre un concert rock organisé par des militants du groupe raciste Kach, où les chansons inspirées de Samson provoquent une sorte de transe et se terminent au cri de « *Vengeance sur la Palestine* »³. La lutte actuelle pour ce coin de terre contigu à la Méditerranée semble ainsi l'ultime épisode d'un conflit multimillénaire. Mais les images d'Avi Mograbi nous montre une dangereuse et très contemporaine exaltation de la violence et de la vengeance. Une « culture de mort » véhiculée à travers la glorification du suicide collectif de Massada qui, pourtant, viole un interdit absolu du judaïsme.

Bien sûr, le film ne résume la complexité de la société israélienne d'aujourd'hui. Mais son propos donne plus d'épaisseur aux agressions gratuites de l'armée d'Israël contre les Palestiniens occupés. La caméra nous montre en contrepoint l'interdiction faite aux agriculteurs de labourer leur terre. Des ouvriers arrêtés à un barrage et humiliés. Cette femme malade, empêchée de monter dans une ambulance. Ces adolescentes arrêtées par une barrière sur le chemin de l'école... Pourquoi ?

Les prémisses de la question proche-orientale.

¹ Analyse parue dans le N° 275 du *Journal du mardi*, 4 juillet 2006.

² Ce texte reprend l'essentiel d'une conférence donnée par Maurice Magis, le 13 juin à Tournai, devant une association d'officiers belges et français.

³ « Pour un seul des mes yeux », film d'Avi Mograbi. Sélection officielle hors compétition à Cannes en 2005.

A la suite du démantèlement de l'empire ottoman, à l'issue de la première guerre mondiale, la Grande-Bretagne, puissance mandataire dans la région, décidait de favoriser l'émigration juive dans une région très majoritairement peuplée d'Arabes. Le 2 novembre 1917, Lord Balfour, le ministre britannique des Affaires étrangères, autorisait, dans une lettre au baron de Rothschild mais en réalité écrite en collaboration avec celui-ci, la création d'un foyer national juif. Le banquier était un des principaux responsables du jeune mouvement sioniste traumatisé par les pogroms antijuifs et l'affaire Dreyfus. Des colonies agricoles sont fondées en Palestine. Et d'emblée, c'est l'empoignade, violente, entre les populations indigènes et les arrivants. A ce point qu'à la veille de la seconde guerre, Londres change son fusil d'épaule et promet pour 1949 un Etat commun judéo-arabe. Une hypothèse hasardeuse, un pari intenable tant les nationalismes, juif d'un côté, arabe de l'autre, guident les comportements des deux côtés. Des nationalismes nés, grosso modo, au même moment, sur le modèle des Etats-nations d'Europe, sur la notion de peuple, d'une langue. Et d'un territoire. Mais le même territoire en l'occurrence. Et là est le drame. Tout au long du 20^e siècle, le panarabisme et le sionisme vont s'affronter, parfois violemment, prônant très longtemps la disparition, au moins politique, de l'autre. En Palestine, le mouvement arabo-palestinien fait face à une immigration de souche essentiellement européenne et qui ne montre guère d'attirance pour les traditions orientales. Au sein de laquelle, rapidement, le concept de foyer national juif va céder la place à la revendication d'un Etat. D'autant – surtout – que, face à l'Allemagne hitlérienne, les citoyens européens juifs sont pratiquement abandonnés à leur sort. Après la guerre, si quelques milliers de juifs fuient l'Europe pour les Etats-Unis – c'est, disons, leur premier choix – peu y seront acceptés. Dans le même temps, les tensions s'exacerbent dans le protectorat britannique de Palestine où affluent les réfugiés juifs venus d'Europe. Du côté arabe, Syrie, Egypte ou Jordanie souhaitent se répartir la Palestine. Tout est prêt pour une explosion, un face-à-face qui dure toujours.

La question des réfugiés

Cet emballement va mettre en piste la toute jeune Organisation des Nations-Unies. En novembre 1947, les Etats membres votent la résolution 181 qui partage la Palestine. Le plan est approuvé par les sionistes, refusé par les Arabes. Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame l'indépendance d'Israël dans les régions attribuées par l'ONU. La Ligue arabe déclenche la première guerre israélo-arabe. Israël en sort victorieuse en 1949 et élargit ses frontières. Gaza est sous administration égyptienne, la Cisjordanie intégrée à la Jordanie. Surtout, en un an, 650 000 Palestiniens fuient la guerre et les massacres perpétrés par des troupes israéliennes peu regardantes sur les moyens. Depuis lors, ces femmes et ces hommes, la plupart du temps leurs descendants, attendent dans les camps du Proche-Orient, en Syrie, au Liban, en Jordanie, dans les territoires occupés, un hypothétique retour sur leur terre. Vivant ou survivant dans des conditions souvent catastrophiques. Le « *droit au retour* », garanti par la résolution 194 de l'ONU du 11 décembre 1948, constitue avec la question de Jérusalem, la colonisation et la reconnaissance du fait palestinien dans des frontières garanties, un des éléments-clés de la « question palestinienne ». Celle-ci, au sens contemporain de l'expression, est née au sortir du second conflit mondial. Elle s'imposera au monde en une suite de guerres et de répressions sanglantes. Elle est toujours dans l'impasse. Des guerres ? Ce sont celles de 1956 – où Israël intervient aux côtés des troupes franco-anglaises contre la nationalisation du canal de Suez par Nasser - , de 1967 qui verra Israël envahir la Cisjordanie, Gaza, puis le Golan syrien et mettra sur les routes des centaines de milliers de réfugiés supplémentaires. Dès ce moment, est donné le coup d'envoi de la colonisation des territoires occupés. En 1973, c'est encore la guerre du Kippour, lancée par l'Egypte et la Syrie pour récupérer les territoires et au cours de laquelle, pour la première fois, l'arme du pétrole est utilisée avec les conséquences économiques mondiales que l'on sait. C'est encore en 1982, l'invasion du Liban pour en finir avec l'OLP au prix, notamment des massacres de Sabra et Chatila.

La première Intifada

Mais rappelons ici toutefois la création de l'Organisation de libération de la Palestine en 1964. Mais sous l'égide de Nasser et il faudra des années avant qu'Arafat et l'OLP s'affranchissent de la tutelle des régimes arabes, qui voient d'un œil noir cette OLP laïque, progressiste, nationaliste qui leur fait de l'ombre et n'apprécie guère l'idée même d'un Etat palestinien indépendant. C'est la reconnaissance de l'OLP par l'ONU en 1974, la proclamation d'un Etat indépendant « en Palestine » par Arafat en 1989. Déjà, la première Intifada s'est déclenchée en 1987. Sous la pression internationale, des pourparlers de paix vont débiter au début de la décennie 1990. C'est qu'une série d'éléments ont montré que la question du Proche-Orient ne pouvait se résoudre par la guerre. En 1969, le Fatah d'Arafat a abandonné l'idée de la destruction d'Israël et évoque la création d'un « Etat palestinien démocratique et laïque » où juifs, chrétiens et musulmans auraient les mêmes droits. En 1974, nouvelle évolution, le Parlement palestinien en exil prône l'instauration d'une Autorité nationale palestinienne sur les territoires évacués par Israël. En 1978, l'Egypte signe une paix séparée avec Israël. En 1988, à l'ONU, Arafat et l'OLP reconnaissent « toutes les résolutions de l'ONU » et l'existence d'Israël. Ils dénoncent le terrorisme sous toutes ses formes.

Mais le fait est que les négociations et les accords intérimaires n'ont pas débouché sur une paix juste et durable après plus de 50 ans de conflit.

En 1991, Arabes et Israéliens amorçaient des négociations à Madrid. En 1993, les accords d'Oslo menaient à une reconnaissance mutuelle entre l'OLP et Israël, à la perspective d'un retrait fort limité des territoires avec à la clé un découpage de la Cisjordanie en zones autonomes, semi-autonomes ou restant sous contrôle d'Israël et à l'élection d'une Autorité palestinienne. Mais les questions hypersensibles des colonies, de Jérusalem-Est et des réfugiés étaient renvoyées aux calendes grecques. Les colonies ont continué à se développer à vitesse accélérée. Cette situation, dans un climat de répression, de bouclage des territoires a aggravé le cycle terrifiant des attentats, perpétrés par les organisations palestiniennes opposées aux accords, et des représailles israéliennes.

Oslo, sous influence

Elle provoquait surtout l'échec des tentatives ultérieures – camp David en juillet 2000, Taba en juillet 2001-, tentatives rares, il est vrai, et sans doute inutiles au vu du climat du moment. A Camp David, les questions-clés posées par les Palestiniens et évoquées plus haut ne trouvaient pas de réponse, malgré le prescrit du droit international. Clinton et Barak, qui, pour reprendre ses termes en 1999 n'espérait pas plus qu'une « paix armée » avaient fait le pari, comme l'a expliqué un négociateur, que « l'isolement combiné à une formidable pression » ferait plier Arafat. C'était méconnaître Arafat et la réalité palestinienne. Il faut se souvenir que les accords d'Oslo, déjà, avaient, en quelque sorte, été imposés par des Etats-Unis tout auréolés de leur victoire dans la première guerre du Golfe à l'allié israélien et à un leader palestinien qui avait choisi le mauvais camp. Une de ses rares erreurs stratégiques dont il tirera par après les leçons. Les Etats-Unis avaient besoin de pacifier la zone proche et moyen-orientale pour des raisons stratégiques évidentes, et dès lors, ont exercé de fortes pressions sur un allié israélien peu enclin à négocier avec l'ennemi immédiat. Mais on peut se souvenir de cet exposé fait par un conseiller de Bill Clinton en 1994 devant le *Washington Institute for Near East Policy* : il expliquait que la paix entre Israël et ses voisins arabes était destinée à demeurer une paix armée afin – déjà - d'isoler les « Etats voyous » comme l'Irak, l'Iran ou la Syrie, et il disait espérer un rapprochement israélo-arabe pour contrer l'extrémisme islamiste qu'il définissait comme « une menace pour nos intérêts nationaux. »

Un pas en avant, deux en arrière

De toute manière, les accords d'Oslo n'ont été que très partiellement appliqués par Israël qui n'a cessé d'accuser la partie palestinienne de ne pas apporter de garanties sécuritaires suffisantes. Mais il est clair que les gouvernements israéliens successifs se sont tous montrés bien décidés à lâcher le moins de lest possible avant d'aborder les questions de fond. On a renégocié sans cesse ce qui semblait acquis. En réalité, on a souvent avancé d'un pas pour reculer de deux. Arafat et l'Autorité palestinienne n'ont jamais acquis un contrôle relatif que sur 13% de la Cisjordanie, divisée en une multitude de confettis. La colonisation des territoires n'a jamais cessé. Entre 1991 et 2000 près de 80 000 colons se sont installés, d'autres ont suivi. Des quartiers palestiniens ont été rasés, des terres cultivables confisquées, les bouclages incessants des zones sous contrôle palestinien ont aggravé le chômage endémique et les humiliations. A ce jour, la même situation prévaut, corrodant gravement l'image d'une Autorité perçue comme corrompue et inefficace, et évidemment incapable de présenter un bilan positif après des années de reculades. Les accords d'Oslo sont bel et bien morts, récusés aussi bien, après l'assassinat de Rabin en novembre 1995, par le Premier ministre de droite Benyamin Nétanyahou en 1966 que par Ehoud Barak en 1999. Puis, bien sûr par Sharon, arrivé au pouvoir en février 2001 après avoir mis le feu aux poudres lors de sa « visite » provocatrice sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem. Il ne faut d'ailleurs pas chercher ailleurs que dans le désespoir populaire les raisons de la victoire électorale du Hamas.

Désengagement international

A la veille des accords d'Oslo, le chef du Likoud et du gouvernement israélien Itzhak Shamir professait, avant de céder la place au travailliste Itzhak Rabin, la position suivante : il faut qu'il y ait « *beaucoup de processus de paix et pas de paix.* » Ariel Sharon et ses amis ont fait évoluer la formule, « *il n' y a pas d'interlocuteur palestinien, donc pas de négociations, donc pas d'accord à conclure.* ». Il est vrai que, dès le déclenchement de la seconde Intifada, Tsahal s'en est pris systématiquement aux symboles, aux infrastructures et aux institutions de l'Autorité palestinienne. Comme s'il s'agissait de se retrouver face à face avec le Hamas. Très révélatrice a été la mise en résidence forcée, et jusqu'à sa mort, du président Arafat dans ses bureaux de Ramallah. Sans trop de réactions, autre que de pure forme, de la communauté internationale. Dès lors, les rares contacts entre responsables israéliens et palestiniens n'ont guère été au-delà des questions sécuritaires. Une bonne partie des dirigeants du monde se sont désengagés du processus et vont jusqu'à considérer les actions militaires israéliennes contre les Palestiniens comme des opérations légitimes, au même titre qu'est légitime la lutte contre le terrorisme d'Al-Qaïda. La route s'est ainsi ouverte à des décisions israéliennes unilatérales, pourtant en opposition totale avec le droit international et qui, de toute évidence, ne peuvent pas déboucher sur une paix durable et juste pour les deux parties. Ainsi, le retrait de Gaza, né, d'une part de la pression interne et externe exercée sur le gouvernement d'Ariel Sharon, et, d'autre part, de la volonté de ce dernier de conserver une grande partie de la Cisjordanie. Ainsi aussi la construction du mur qui enferme les Palestiniens de Cisjordanie dans une situation invivable. Ou la poursuite de la colonisation dans les zones occupées.

On en est là, dans une situation apparemment bloquée que ni la victoire du successeur de M. Sharon, Ehud Olmert, ni la venue au pouvoir du Hamas ne rendent évidemment plus ouverte.

Et la « feuille de route » ?

Mais la fameuse « feuille de route », dernier plan officiel en date pour tenter de sortir du conflit ? Ce projet évoqué par M. Bush en 2002 et endossé par un « quartet » formé par les Etats-Unis, l'Union

européenne, les Nations Unies et la Fédération de Russie en avril 2003, visait « un « règlement global et définitif » en trois phases. En résumé, d'abord un arrêt des violences des deux côtés, la reconnaissance par Israël du principe de deux Etats et le gel de la colonisation. Ensuite, l'instauration d'un Etat palestinien aux frontières provisoires. Enfin, des négociations sur un statut définitif des territoires et un règlement du problème des frontières, de Jérusalem, des réfugiés et des colonies. Le hic, c'est que le processus devait se conclure à la fin de l'an dernier et que rien ne s'est passé. D'emblée, il est vrai M. Sharon avait vidé le texte de ses points forts en l'amendant de fond en comble.

Pourquoi ? Sans doute parce que, comme l'a rappelé Shlomo Sand, professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv, « depuis quatre décennies, tous les gouvernements d'Israël, de droite comme de gauche, n'ont cessé d'autoriser ou d'encourager le processus de colonisation qui ronge, année après année, de nouveaux morceaux du territoire palestinien (...) L'Etat d'Israël n'a jamais reconnu une Palestine dans les frontières de 1967, pas plus qu'il n'a reconnu Al Qods (la partie arabe de Jérusalem) comme capitale de l'Etat palestinien (alors que) le mouvement national palestinien a majoritairement fini par adopter le partage de Palestine (...et) le monde occidental se tait. »

Les dirigeants israéliens ont donc décidé d'accélérer la construction de la « barrière de séparation » -ce « mur de l'apartheid », comme l'appellent les Palestiniens - qui aboutirait à transformer la Cisjordanie en bantoustans sans continuité territoriale. Selon le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), les trois quarts de la barrière se trouvent en territoire palestinien alors que 145 kilomètres seulement suivent la « ligne verte » qui servait jusqu'en 1967 de frontière à Israël. La construction de cet ouvrage devrait priver les Palestiniens de 6289 hectares et 40 000 d'entre eux se trouveront coupés de leurs concitoyens. Dans un avis rendu en juillet 2004, la Cour internationale de justice avait pourtant jugé illégale la construction de cette barrière et exigé son démantèlement...

La négociation dans le formol

L'armée israélienne s'est retirée de Gaza l'an dernier. M. Sharon avait officialisé ce désengagement unilatéral en prétendant qu'il n'avait pas de partenaire palestinien pour négocier. Mais il n'avait pas caché non plus qu'il entendait bien ainsi échapper pour un temps aux pressions internationales et mieux reprendre la colonisation en Cisjordanie. La communauté internationale a voulu y voir un premier pas vers la sortie des territoires. Avec une curieuse cécité. Un des initiateurs du désengagement, Dov Weisglass a déclaré que « la signification du plan est le gel du processus de paix. Il permet d'éviter toute discussion sur les réfugiés, les frontières et Jérusalem. Et sur 240 000 colons, 190 000 ne seront pas déplacés. » « Ce que nous avons fait vise à geler le processus de négociation, empêcher la création d'un Etat palestinien (...) Le désengagement est la bonne dose de formol pour qu'il n'y ait pas de négociation. » Voilà un credo qui fonctionne. Malgré la mort de Yasser Arafat, présenté comme un obstacle à la paix par les Américains, et la venue de Mahmoud Abbas, aucun dialogue politique n'a repris. Et la « feuille de route » reste lettre morte. Le mur s'achève. Les colonies s'agrandissent.

Dans le quotidien israélien Yediot Aharonot du 3 décembre 2005, le commentateur militaire Alex Fishman évoquait la politique de « containment » des Palestiniens dans des « closed boxes » : « il y aura deux blocs de terre aux mains des Palestiniens et vides de Palestiniens : Gaza et la Samarie (une partie de la Cisjordanie selon la terminologie israélienne) Israël aura autorité à exercer une étroite surveillance puisque ces boîtes territoriales seront fermées de toutes parts, avec un contrôle des points de passage et des contrôles tatillons sur le trafic commercial. La liberté de mouvement des troupes restera entière. »

C'est clair, c'est carré, c'est bien dans la tradition de M. Sharon et de ses successeurs. Quoi que l'on pense de leur politique, ils disent, en tout cas ce qu'ils pensent et font ce qu'ils disent. Pour continuer dans ce sens, les dirigeants israéliens bénéficient du soutien clair et net de l'administration Bush et de la politique de l'équidistance, en fait du « deux poids, deux mesures » des dirigeants européens.

Les questions géostratégiques

Durant ses tournées, Mahmoud Abbas n'a de cesse d'appeler, comme Arafat avant lui, à l'organisation d'une conférence internationale pour un règlement global du conflit israélo-palestinien, Pour une raison aussi simple qu'évidente : *« Pour trouver une solution au conflit, les parties ne doivent pas être laissées seules en raison du déséquilibre qui existe entre occupants et occupés »*. *« La communauté internationale doit agir rapidement car les mesures unilatérales conduiront une annexion de facto par Israël de 58% de la superficie de la Cisjordanie. »* Et il a rappelé qu'Israël visait également à *« mettre la main sur la nappe phréatique palestinienne et à transformer nos terres en cantons isolés. »* L'eau, vitale comme les terres arables et objet de bien des convoitises. Une des principales sources de tensions derrière les contentieux strictement politiques, une des questions-clés du conflit proche-oriental, sur un bout de terre où la population ne cesse de croître. La question démographique, en effet, en est une autre, avec une inversion progressive du rapport démographique entre Juifs et Arabes en Israël même. D'où cette idée qui court dans la droite israélienne : donner au plus vite un bout de terre aux Palestiniens pour y parquer les israéliens arabes.

Il faudrait parler aussi de la situation géostratégique des deux peuples, aux portes des ressources en hydrocarbures et de zones à haut risque. L'un et l'autre sont ainsi otages d'une lutte inavouée mais hautement stratégique pour le contrôle des flux pétroliers asiatiques et de la guerre à outrance et sans fin prévisible déclarée au terrorisme. Il y a là d'autres enjeux peu évoqués d'un conflit où s'entrecroisent dramatiquement des intérêts antagonistes, voire contradictoires. Washington, qui détient les clés de la paix, sait pertinemment qu'il ne pourra pas éjecter la question palestinienne de son agenda sans risquer de se compliquer encore la vie dans un Proche et un Moyen-Orient fort instable. Dans le même temps, il partage avec le pouvoir israélien la conviction que ce qui menace Israël – prolifération des arsenaux, programmes nucléaires réels ou supposés, développement du terrorisme – menace aussi les Etats-Unis. De ce point de vue, le lien stratégique avec Israël est en acier trempé. D'où un partenariat pas toujours idyllique mais empreint, disons, d'une grande compréhension dès lors qu'Israël s'intègre dans la stratégie globale des Etats-Unis.